

# ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

## COMMUNE DE LA LONDE LES MAURES

Direction des Services Financiers

Service des Marchés Publics

BP 62 ou place du XI Novembre

83250 LA LONDE LES MAURES

Tél: 04 94 01 95 90 – 04 94 01 95 91

email : [marches-publics@lalondelesmaures.fr](mailto:marches-publics@lalondelesmaures.fr)

Téléchargement : <http://lalonde.marcoweb.fr>

## TRAVAUX SUR VOIRIE COMMUNALE

Date et heure limites de réception des offres

**3 octobre 2017 à 11 Heures**

## Règlement de la Consultation

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
<b>1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
<b>1.2 - ÉTENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
<b>1.3 - DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
<b>1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS</b>	<b>3</b>
<b>1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
<b>2.1 - DURÉE - DÉLAIS D'EXÉCUTION</b>	<b>3</b>
<b>2.2 - VARIANTES</b>	<b>4</b>
<b>2.3 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES</b>	<b>4</b>
<b>2.4 - MODE DE RÈGLEMENT ET MODALITÉS DE FINANCEMENT</b>	<b>4</b>
<b>2.5 - CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>5</b>
<b>5.1 - DOCUMENTS À PRODUIRE</b>	<b>5</b>
<b>5.2 -VARIANTES</b>	<b>6</b>
<b>5.3 - USAGE DE MATÉRIAUX DE TYPE NOUVEAU</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 : SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</b>	<b>8</b>
<b>7.1 – TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER</b>	<b>8</b>
<b>7.2 – TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES</b>	<b>10</b>
<b>8.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS</b>	<b>10</b>
<b>8.2 - DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES</b>	<b>10</b>
<b>8.3 - VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE</b>	<b>10</b>

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### Article premier : Objet et étendue de la consultation

#### 1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne : **Travaux sur voirie communale**

Travaux de terrassements - chaussée - enrobés bi-couches - bordures de trottoirs - canalisations PVC et BA - maçonnerie de petits ouvrages...

#### 1.2 - Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Cette consultation sera passée en application de l'article 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum et un opérateur économique.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

#### 1.3 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

#### 1.4 - Conditions de participation des concurrents

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire de l'accord-cadre est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

#### 1.5 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
Travaux de construction de routes. (452331206)	

### Article 2 : Conditions de la consultation

#### 2.1 - Durée - Délais d'exécution

La durée de l'accord-cadre est fixée pour une durée de 4 ans à compter de sa notification.

Les délais d'exécution des commandes passées durant la période de validité du marché, les délais d'intervention et de remise des devis seront fixés dans le cadre de l'acte d'engagement et du C.C.A.P.

### 2.2 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

### 2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.4 - Mode de règlement et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### 2.5 - Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 14 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles 13 et 14 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

## **Article 3 : Les intervenants**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**MAIRIE DE LA LONDE LES MAURES  
BP 62  
Direction des Services Techniques  
83250 LA LONDE LES MAURES**

Le maître d'œuvre est : **Monsieur Olivier Fiore**

La mission du maître d'œuvre est composée des éléments : VISA - DET – AOR. - OPC si nécessaire.

## **Article 4 : Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le bordereau des prix unitaires
- Le détail quantitatif estimatif non contractuel

Le dossier de consultation des entreprises sera remis gratuitement à chaque candidat.

Mais il est également disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : <http://lalonde.marcoweb.fr>.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

## Article 5 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui. Il peut également utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter sa candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

#### **Pièces de la candidature :**

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 323-1 du code du travail ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**Pièces de l'offre :**

Un projet d'accord-cadre comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
- Le détail quantitatif estimatif non contractuel
- Le bordereau des prix unitaires
- Un mémoire justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution de travaux le concernant. Ce document comprendra notamment :
  - Méthodologie d'Intervention,
  - Nombre d'équipes en simultanée,
  - Gestion de l'urgence,
  - Moyens d'Etudes,
  - Moyens en Laboratoire,
  - Moyens Industriels,
  - Moyens Matériels, les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat,
  - Note détaillant les dispositions relatives à l'Environnement, la gestion de la propreté du chantier, à la valorisation et à l'élimination des déchets de chantier.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

**5.2 -Variantes**

Aucune variante n'est autorisée.

**5.3 - Usage de matériaux de type nouveau**

Sans objet.

**Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres**

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

**Garanties et capacités techniques et financières**  
**Capacités professionnelles**

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60%
2-Valeur technique	30%
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Qualité de la méthodologie au regard de la Réactivité d'intervention Gestion de l'urgence, des dispositions relatives à l'Environnement, la gestion de la propreté du chantier, à la valorisation et à l'élimination des déchets de chantier <b>(8 points)</b></li> <li>- Qualité des Moyens humains spécifiques et adaptés proposés par 1 le candidat, ainsi que le nombre d'équipes en simultanée proposé <b>(5 points)</b></li> <li>- Qualité des Moyens en Laboratoire, Moyens Industriels, Moyens en Matériels, les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat <b>(4 points)</b></li> <li>- Qualité des Moyens d'études proposés par le candidat <b>(3 points)</b></li> </ul>	
3-Délai d'intervention	10%

Pondération des critères d'attribution :

1 - Prix des prestations

Pour le critère prix, la note de 20 sera attribuée à l'offre la moins-disante (Po). Les autres offres (Px) se verront appliquer une note égale à :

$$Np = \frac{20 \text{ points} \times \text{offre moins disante (Po)}}{\text{Offre du candidat noté (Px)}} = x \text{ points}$$

La pondération appliquée à ce critère est de 60 %.

2 - Valeur technique

Pour le critère valeur technique, la note Nt sera appréciée au vu du mémoire technique produit par le candidat et du respect des sous-critères susmentionnés (notée sur 20 points) :

La note s'établira par l'application de la formule suivante :

$$Nt = \frac{20 \text{ points} \times \text{note du candidat}}{\text{Note de la meilleure proposition}} = x \text{ points}$$

La pondération appliquée à ce critère est de 30 %.

3 – Délai d'intervention

Pour le critère prix, la note de 20 sera attribuée à l'offre la moins-disante (Po). Les autres offres (Px) se verront appliquer une note égale à :

$$Np = \frac{20 \text{ points} \times \text{offre moins disante (Po)}}{\text{Offre du candidat noté (Px)}} = x \text{ points}$$

La pondération appliquée à ce critère est de 10 %.

#### 4 – Notation globale

La note globale Ng du candidat, sur 20 points, sera la somme des deux notes obtenues (prix et valeur technique) :

$$Ng = Np + Nt + Nd \text{ (somme des notes pondérées)}$$

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Après une première analyse, la collectivité se réserve le droit de négocier tous les éléments composant l'offre des candidats ( prix ou valeur technique) avec les 3 candidats les mieux classés soit par un simple échange de courrier (courriel) soit lors d'un entretien personnalisé.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète, méconnaissant la législation en vigueur ou excédant les crédits budgétaires alloués au contrat pourra être régularisée à l'issue de la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Le pouvoir adjudicateur pourra toutefois attribuer le contrat sur la base des offres initiales, sans négociation.

Le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations de l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

### **Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis**

#### 7.1 – Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

<p><u>Offre pour :</u></p> <p style="text-align: center;"><b>Travaux sur voirie communale</b></p> <p style="text-align: center;"><b>NE PAS OUVRIR</b></p> <p><b>Candidat : (nom et adresse complète)</b></p>
--

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces définies dans le présent document et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

**COMMUNE DE LA LONDE LES MAURES**  
**B.P. 62 ou place du XI Novembre**  
**service des marchés publics**  
**83250 LA LONDE LES MAURES**

Horaires : du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00



Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu.

## 7.2 – Transmission électronique

Le pouvoir adjudicateur préconise la transmission des documents par voie papier mais accepte les plis adressés par voie électronique à l'adresse suivante : lalonde.marcoweb.fr. Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : identiques ou compatibles avec ceux de la collectivité (word, xls, pdf, rtf)

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CADES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (\*\*) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution de l'accord-cadre pourra donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre papier.

## Article 8 : Renseignements complémentaires

### 8.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite au moins 12 jours avant la date limite de remise des offres à :

**Renseignement(s) administratif(s) et technique(s):**

**Service des Marchés Publics**

**83250 La Londe les Maures**

**Tél : 04 94 01 95 90 – 04 94 01 95 91**

**Fax : 04 94 01 55 38**

**marches-publics@lalondelesmaures.fr**

Les candidats pourront également transmettre leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : [lalonde.marcoweb.fr](mailto:lalonde.marcoweb.fr)

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

### 8.2 - Documents complémentaires

Sans objet.

### 8.3 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

Sans objet.